



Bilan du premier mandat de João Lourenço

Vers un monopole du pouvoir pour 2022-2027 ?

Benjamin AUGÉ

► Points clés

- Cinq ans après avoir été élu président de la République d'Angola, João Lourenço est parvenu à concentrer l'essentiel des pouvoirs en écartant la plupart des cadres influents du mandat de son prédécesseur José Eduardo dos Santos.
- Le nouveau personnel politique nommé au fil des années par le président angolais se caractérise par des profils technocratiques et ne dispose pas forcément d'expérience de terrain avec le parti MPLA.
- L'arrivée de nouveaux cadres – plus de jeunes et davantage de femmes – n'a pour le moment aucun impact sur l'adhésion de la population aux actions du président en place.
- La crise économique, due notamment à la baisse régulière du volume de production pétrolière depuis une dizaine d'années et le manque de diversification économique, frappe durement les Angolais qui se détournent des urnes ou votent davantage pour l'opposition.

Introduction

Avec 51,17 % et 3,2 millions de voix, le président angolais sortant João Lourenço a remporté le 24 août 2022 un nouveau quinquennat. La faiblesse de la participation électorale, établie à 44 %, soit 6,4 millions de voix sur les 14,3 millions d'inscrits (sur 34 millions d'habitants du pays) montre que, 20 ans après la fin de la guerre civile (1975-2002), la démocratie angolaise suscite peu d'enthousiasme et de perspective de la part de ses habitants. En 2017, lors du scrutin présidentiel précédant, le taux de participation était de 76 %, soit 7,1 millions de votants, et Lourenço, avec son parti le Movimento Popular de Libertação de Angola (MPLA), l'avait emporté avec 4,1 millions de voix. À l'époque, l'espoir d'un changement était palpable après 38 ans de règne de José Eduardo Dos Santos, deuxième président du pays après Agostinho Neto, parvenu à la tête de l'État au lendemain de l'indépendance en 1975.

Mais l'optimisme suscité par l'arrivée d'un nouveau dirigeant en 2017, alors ministre de la Défense au moment de sa désignation par le parti, a été partiellement déçu. En effet, Lourenço n'est pas parvenu à enrayer la crise économique due à la baisse de la production pétrolière, commencée en 2016 et qui s'est poursuivie en 2017 ainsi qu'en 2018 avec une contraction du PIB de - 2,5 %, - 0,15 % puis -1,8 %. La reprise a ensuite été timide avec seulement 1,9 % de croissance en 2019 contre 5 % enregistrés durant le dernier mandat de Dos Santos. Avec le Covid-19, la stagnation économique s'est poursuivie : - 4 % en 2020, 0,7 % en 2021 2,9 % pour 2022 et une projection de 3,4 % en 2023. Les communicants du pouvoir en place ont alors tenté de mettre la focale sur la chasse aux hommes forts du pouvoir de Dos Santos ayant pillé les fonds de l'État pour faire oublier les conséquences d'une économie en berne, sans succès au vu des récents résultats électoraux. La quasi-totalité de l'économie angolaise repose depuis le début des années 1960 sur la production de pétrole et de gaz représentant aujourd'hui 45 % du PIB et 90 % des exportations.

Le principal parti d'opposition angolais, l'UNITA (União Nacional para a Independência Total de Angola), pèsera davantage dans les cinq prochaines années au parlement, avec 90 sièges sur 220 (contre 51 en 2017). Cette progression s'explique en partie par de très bons résultats enregistrés à la capitale, Luanda, qui compensent les défaites dans certains fiefs comme dans la province de Bié, dont est originaire le leader historique de l'UNITA Jonas Savimbi, décédé en 2002. Mais le parlement restera toutefois largement dominé par le MPLA qui ne devrait pas laisser le moindre espace à l'UNITA.

Par ailleurs, il convient de noter que nonobstant les résultats des élections, le fonctionnement politique angolais est essentiellement dans les mains de deux institutions principales : la présidence (pour l'impulsion des politiques publiques) et le parti MPLA (pour l'organisation du territoire au profit du président). Ces deux

institutions ont beaucoup plus de poids que le gouvernement qui ressemble davantage à un organe technique de mise en œuvre. Le président Lourenço a d'ailleurs œuvré pendant cinq ans à affaiblir le parti comme organe de débat pouvant le fragiliser en le technocratisant. Il a ainsi dilué les le poids des acteurs politiques historiques du mouvement via l'arrivée massive de jeunes, de femmes ainsi que de nouveaux venus, davantage loyaux au président qu'au parti.

Ce briefing, essentiellement fondé sur l'analyse de l'expérience des cadres actuels du régime et de leur relation avec le président, a pour but d'expliquer le mode de fonctionnement du chef de l'État pour gouverner. Le président Lourenço s'est habillé affranchi des ex-intouchables héros de la libération et de la guerre civile susceptibles d'agir tel un contre-pouvoir en interne. Il s'agira ainsi de comprendre comment Lourenço a facilité l'exercice de son pouvoir en plaçant des hommes et femmes loyaux au sein de son cabinet, du parti et du gouvernement. Ce papier permettra aussi de se projeter dans ce deuxième mandat en analysant le fonctionnement des organes de décision autour du président. Le tout tentera de répondre aux questions suivantes : le président Lourenço a-t-il désormais les pleins pouvoirs et sur qui peut-il s'appuyer pour prendre les décisions et les faire appliquer ?

Le cabinet présidentiel en première ligne

Plus que tout autre lieu de pouvoir en Angola, le cabinet présidentiel est le lieu où sont concoctées et impulsées les réformes économiques et politiques. La particularité de la présidence depuis 2017 réside dans le fait que les cadres de l'administration présidentielle ont peu bougé au fil des années. Le président a su s'entourer dès le début de proches, de personnes de confiance, sans que son encombrant prédécesseur José Eduardo Dos Santos puisse imposer des noms. Sur les quatorze personnalités composant actuellement le cabinet du président, dont le décret de nomination est sorti en septembre 2022, huit sont à leur poste depuis le début du premier mandat, débuté en septembre 2017. C'est d'abord le cas du tout puissant directeur de cabinet, Edeltrudes Maurício Fernandes Gaspar da Costa et de certains conseillers techniques : Victor Manuel Rita da Fonseca Lima (diplomatie), Francisco João de Carvalho Neto (affaires juridiques), Luis Fernando (communication) ou encore Isaac Francisco Maria dos Anjos (secteur productif).

D'autres conseillers sont arrivés au cours du premier mandat et ont tous été confirmés en 2022 : Victor Hugo Guilherme (affaires économiques, depuis 2019), Maria de Fátima Republicano de Lima Viegas (affaires sociales, depuis 2019), Pedro Fiete Correia Raimundo (réforme de l'État, depuis 2019) et Fernando Bartolomeu Cativa (affaires politiques et parlementaires, depuis 2020). Outre Gaspar da Costa qui est la tour de contrôle du président aux côtés du secrétaire général de la présidence Felix de Jesus Cala (arrivé lui aussi dès 2017), d'autres personnalités comptant particulièrement dans le dispositif présidentiel de Lourenço sont arrivées plus tardivement à leurs fonctions. C'est notamment

le cas des deux seuls ministres d'État, directement rattachés à la présidence : le premier est le directeur de la maison civile et ancien ministre des Territoires (2017-2020), Adão Francisco Correia de Almeida, membre de l'organe suprême, le Bureau Politico (BP) du MPLA depuis 2019. S'ajoute à ce dernier le chef de la *casa militar* (maison militaire) et ancien chef d'État-major de l'armée, Francisco Furtado, membre du BP depuis décembre 2021. Isaac Francisco Maria dos Anjos, dont le nom a déjà été évoqué, est le troisième membre du cabinet du chef de l'État à être également au BP du MPLA et à avoir derrière lui une longue carrière politique (ancien gouverneur et ministre de l'Agriculture). Cette équipe présidentielle travaille en collaboration étroite avec le gouvernement.

Un gouvernement aux ordres

L'un des objectifs prioritaires de Lourenço à partir de 2017 a été de constituer un gouvernement qui jouerait un rôle opérationnel, moins autonome vis-à-vis de la présidence, que certains exécutifs de la période Dos Santos. À l'époque, certains des membres de l'exécutif jouissaient d'une légitimité propre du fait de leur rôle lors de la guerre de libération durant la période de guerre civile (1975-2002) ou lors de la guerre contre l'Afrique du Sud (1966 à 1988). Lourenço a œuvré à technocratiser une grande partie des fonctions gouvernementales. Sur les 23 membres (dont neuf nouveaux arrivants) du gouvernement formé en septembre 2022, seulement 11 font partie du BP du MPLA. Parmi eux, un seul est issu de l'ancienne présidence de José Eduardo dos Santos : le ministre de la défense João Ernesto dos Santos « Liberdade ». Disparu du BP en 2018, il réapparaît en 2019 après avoir donné les gages de loyauté à João Lourenço.

De plus, et afin de lui laisser les mains libres sur les arbitrages plus politiques, des postes clés sont occupés par des technocrates¹ qui ne sont pas des membres éminents du MPLA. Un exemple frappant de ce phénomène est, sans conteste, celui du ministre du pétrole et des mines depuis 2017, Diamantino Azevedo, qui symbolise à lui seul le fonctionnement actuel du pouvoir angolais. Technocrate compétent, géologue formé en Allemagne, il a été le président de la société minière angolaise d'État Ferrangol pendant dix ans sous José Eduardo dos Santos. Azevedo ne dispose d'aucun réseau politique et ne fait pas partie du BP du MPLA. Ainsi, par le choix de ces profils, Lourenço veut s'assurer que ce secteur économique stratégique (90 % des exportations) soit dans les mains d'un technocrate solide, éloigné de la scène politique. Le profil de Diamantino Azevedo contraste avec le parcours du grand architecte du secteur pétrolier sous la précédente présidence, Manuel Vicente. Ce dernier pesait dans les décisions du secteur pétrolier et ne prenait pas tous ses ordres de la présidence car il avait acquis une réelle autonomie.

1. Lourenço n'est pas le seul président à s'être entouré de davantage de technocrates au détriment de profils plus politiques. On peut notamment citer le cas des gouvernements de John Magufuli en Tanzanie (2015-2021) qui a poursuivi l'objectif de présidentialiser son pouvoir au maximum en s'entourant de cadres n'osant que très rarement le contredire. Ces technocrates ne disposant pas de capital politique fort leur permettant de peser au sein du parti ou dans leur circonscription ne faisaient qu'appliquer les décisions venant d'en haut.

D'autres ministères essentiels sont aussi dans les mains de technocrates non-membres du BP comme le ministre de l'Économie et de la planification, Mário Caetano João, arrivé en 2021 après avoir été aux mêmes portefeuilles auparavant, notamment en tant que secrétaire d'État. Le ministre des Transports, Ricardo Daniel Sandão Queirós Viegas D'Abreu et le ministre de l'Industrie, Victor Francisco dos Santos Fernandes, ne sont pas non plus membres du BP. Le président João Lourenço a néanmoins promu au BP certains autres ministres décisifs, qui lui sont dévoués².

La nomination au BP est la reconnaissance d'une certaine surface politique. Les ministres non-membres du BP – hormis Diamantino Azevedo – ont une influence qui se limite au périmètre de leur ministère. La nomination au BP est également une façon de contrôler le parti via de jeunes cadres, qui doivent toute leur ascension au président et se battent dans leur province respective pour soutenir les cadres du MPLA et convaincre des réformes en cours. Ainsi, le gouvernement composé de cadres plutôt techniques pour la plupart ne fait que mettre en musique ce qui est décidé à la présidence, chacun faisant des efforts pour plaire au dirigeant suprême et gravir les échelons du système le plus rapidement possible.

Quel rôle pour le MPLA depuis Lourenço ?

Depuis l'indépendance du pays en 1975, le pouvoir du MPLA a été largement fantasmé par les observateurs étrangers. Ces derniers se cachent souvent derrière l'opacité des décisions du parti pour prétendre qu'il est tout puissant, bien plus que le président lui-même. En réalité, comme beaucoup de formations victorieuses de combats politiques violents (contre les anciennes puissances coloniales et/ou contre un autre parti issu de la période de libération comme ce fut le cas au Mozambique), l'omnipotence du parti a tendance à progressivement s'effacer face au chef de l'État, qui modère et organise les différents échelons afin de s'assurer une loyauté totale de ses membres. C'est d'autant plus vrai en Angola où le président José Eduardo dos Santos est resté près de quatre décennies au pouvoir (1979-2017) tandis qu'au Mozambique, les présidents, en dehors de la période spéciale de Joaquim Chissano (1986-2005), effectuent deux mandats de cinq ans. José Eduardo dos Santos a parfois dû composer avec quelques héros vieillissant de la libération, légitimés par leurs faits d'arme passés. *A contrario*, João Lourenço bénéficie du départ naturel de beaucoup d'entre eux, ainsi que de la mise à l'écart d'autres cadres du parti en raison de leur participation au pillage des fonds de

2. C'est le cas par exemple de la principale interlocutrice des bailleurs de fonds, la ministre des finances Vera Esperança dos Santos Daves de Sousa (BP depuis 2019) ou celui de la justice et ancien ministre de l'administration des territoires, Marcy Cláudio Lopes (BP depuis 2019), de celui de la pêche et des ressources marines Carmen Sacramento Neto (BP depuis 2021), de l'eau et l'énergie João Baptista Borges (BP depuis 2018), de la santé Sílvia Paula Valentim Lutucuta (BP depuis 2018), de l'action sociale Ana Paula do Sacramento Neto (BP depuis 2018), de l'environnement Ana Paula Chantre Luna de Carvalho (BP depuis 2021), du nouveau ministre de l'administration des territoires et ex vice-gouverneur de Luanda Dionísio Manuel da Fonseca (BP depuis 2021) ou encore du ministre de l'intérieur Eugénio Cesar Laborinho (BP depuis 2018).

l'État sous la période Dos Santos, dont certains ont fini en prison ou alors se sont d'eux-mêmes exilés. Enfin, il profite de la loyauté des rares rescapés de la précédente ère qui lui doivent leur survie aux affaires.

Pour contrôler le parti, l'actuel président a depuis 2017 augmenté considérablement le nombre de membres au sein de chaque instance, avec l'objectif de diluer le poids des historiques du MPLA. À son arrivée en 2017, le Comité central (CC), élu par la base du parti, comptait 311 membres. À la fin de son mandat, lors du dernier et 8^e Congrès ordinaire du parti en décembre 2021, le Comité central comptait 693 membres. Deux ans plus tôt, le 7^e Congrès ordinaire de juin 2019 avait déjà permis la réunion de 134 nouveaux membres. Il faut noter que le système du MPLA est pyramidal : les militants élisent les membres du CC, ce dernier élit le BP qui lui-même désigne le secrétariat du BP, véritable gouvernement du parti. Celui-ci comporte 17 membres, dont Lourenço qui le préside, et le secrétaire général du parti Paulo Pombolo – ex-gouverneur de la province de Uige – nommé par l'actuel chef de l'État en 2019³. Ainsi, à l'instar du CC, le BP a considérablement grandi ces cinq dernières années.

À son arrivée aux affaires en août 2017, Lourenço avait hérité d'un BP de 47 membres. Un an après, en septembre 2018, il fait passer ce nombre à 54, avec des impétrants davantage à sa main. En juin 2019, un nouvel élargissement permet cette fois-ci d'atteindre 72 membres. Enfin, le BP actuel, élu par le CC en décembre 2021, a vu 48 nouveaux membres faire leur entrée sur un total de 101 sièges (nombre jamais atteint depuis la création du parti en 1956). Pour diluer le poids du BP, Lourenço a fait croître deux catégories spécifiques, les jeunes et les femmes, n'ayant pour la plupart, pas un long parcours politique. Les femmes sont par exemple passées de neuf en 2018 à 48 en décembre 2021⁴. De même, le congrès du parti il y a un an, a permis au CC d'être composé pour la première fois de son histoire à 50 % par des femmes soit 347 membres.

Les héros de la libération décédés ou écartés ont donc fait place à des personnalités beaucoup moins expérimentées politiquement dans le parti. Sur 101 membres, seuls 19 étaient déjà membres du BP sous José Eduardo dos Santos⁵. Ainsi, 85 membres de

3. Sur les 17 membres du dernier secrétariat du Bureau Politico élus en décembre 2021, huit sont nouveaux dans ce cénacle. Un seul, Jorge Inocêncio Dombolo, était déjà au secrétariat sous Dos Santos. Tous les autres ont été nommés au secrétariat par le président Lourenço.

4. Africa Intelligence, « ANGOLA : Pour son second mandat, Lourenço mise sur la féminisation du MPLA », 23 août 2022.

5. Sur les 18 membres nommés par Dos Santos encore au BP (sans compter l'actuel président), certains ont connu une rapide ascension sous Lourenço et lui sont totalement loyaux. C'est le cas par exemple du secrétaire général du parti Paulo Pombolo (député et ex-gouverneur de la province de Uige) ou encore de Carolina Cerquiera (ministre des Médias sous Dos Santos puis conseillère de Lourenço et nouvelle présidente de l'Assemblée nationale depuis septembre 2022). D'autres ont connu des traversées du désert sous Dos Santos comme Isaac Francisco Maria dos Anjos, écarté en juin 2017 de son poste de gouverneur de Benguela quelques mois avant les élections d'août 2017. Il a été nommé conseiller au secteur productif du président Lourenço dès son élection. Certains autres restent difficiles à écarter, c'est le cas d'historiques du MPLA, essentiels durant toutes les années de guerre civile comme l'ancien gouverneur de Luanda et membre dès 16 ans des JMPLA, Bento Joaquim Sebastião Francisco "Bento", ou bien d'Ernesto Muangala, gouverneur de Lunda Norte de 2008 à 2022 et tout nouveau gouverneur de Moxico ou encore de certains caciques et héros de la libération comme Fernando Da Piedade Dias Dos Santos "Nando",

l'actuel BP sont entrés par étape, sous João Lourenço. Le BP s'est aussi largement technocratisé avec l'arrivée de jeunes gens diplômés, parfois sans passé significatif dans le parti, ni fonction de premier plan en dehors de quelques postes à des échelons très bas dans les provinces. Ce type de nouveaux arrivants dans les cénacles de pouvoir du MPLA est symbolisé par l'actuelle vice-présidente du pays Esperança Maria Eduardo Francisco Da Costa (qui n'a fait son entrée au CC qu'en 2019 et au BP en décembre 2021). Cette scientifique, professeure à l'université Agostinho Neto à Luanda, a été nommée en 2020 vice-ministre de la pêche. Par comparaison, son prédécesseur durant le premier mandat de João Lourenço, Bornito de Sousa Balthazar Diogo, avait été ministre de l'Administration territoriale pendant sept ans. Député pendant deux décennies, celui-ci avait occupé les fonctions de président de commission ainsi que de président des JMPLA (branche jeune du parti) lui permettant d'entamer son engagement politique très tôt. Encore une fois, l'objectif est de nommer des gens dévoués, plutôt mieux formés qu'auparavant, sans aucun moyen de s'opposer à un chef à qui ils doivent tout.

Les autres cadres essentiels au pouvoir de Lourenço

En dehors du parti, du gouvernement et de son cabinet, certaines personnes clés du dispositif du président angolais, moins exposées, pèsent considérablement dans le jeu politique et sont montées en puissance au cours du premier mandat. Celui qui reste depuis sa nomination en 2017 comme le véritable numéro deux du régime demeure le chef du Serviço de inteligência e segurança do Estado (Service d'intelligence et de sécurité de l'Etat) (SINSE), Fernando Garcia Miala. Rappelé aux affaires par João Lourenço dès 2017, il avait été violemment écarté du service de renseignement extérieur Serviço de inteligência externa (SIE) en 2006, dégradé puis jeté en prison, après une longue carrière dans la sécurité, notamment comme vice-ministre de l'Intérieur. Durant les cinq années du premier mandat de Lourenço, Miala a joué le rôle de *missi dominici* du président à l'étranger dans des opérations qui, la plupart du temps, ne sont jamais rendues publiques. Il a protégé Lourenço de toutes les menaces intérieures venant notamment de proches de José Eduardo dos Santos, comme l'ancien chef de la *casa militar* (cellule chargée du suivi des dossiers militaires), Manuel Helder Vieira Dias « Kopelipa » (à l'origine de la chute de Miala en 2006). Kopelipa et d'autres personnages puissants de l'ancienne présidence ont été mécontents de devoir rendre des comptes au sujet de leurs enrichissements passés. Ayant été remis en selle par Lourenço, après dix ans d'exclusion, la loyauté de Miala au président est particulièrement forte.

Virgílio Ferreira de Fontes Pereira "Gigi", Rui Luis Falcao Pinto de Andrade, João Ernesto Dos Santos "Liberdade", Norberto Fernando Dos Santos "Kwata Kanawa" ou encore João de Almerida Azevedo Martins "Ju". D'autres personnalités comme l'ancien directeur de cabinet de Dos Santos Carlos Maria da Silva Feijó a également conservé son siège au BP ayant défendu avec son cabinet d'avocats CFA les intérêts du pays dont ceux de la Sonangol. Il ne s'expose pas et est souvent consulté par le président.

À l'instar de Miala, d'autres cadres du régime angolais n'ont aucune place au parti, ni au gouvernement, mais jouissent d'une influence non négligeable. C'est le cas depuis mai 2019 du président de la société d'État pétrolière Sonangol, Sebastião Gaspar Martins, beau-père de Diamantino Azevedo. Technicien du pétrole, il a passé toute sa vie professionnelle entre Sonangol et la société pétrolière privée Somoil. Gaspar Martins est avec Diamantino Azevedo le responsable du premier secteur de l'économie du pays.

Enfin, un personnage cristallise tous les fantasmes du fait de son rôle actuel auprès de l'actuel président. Il s'agit de Manuel Domingos Vicente. Vice-président de José Eduardo dos Santos de 2012 à 2017, il a été à l'origine de l'organisation de tout le secteur pétrolier angolais du pays lorsqu'il était directeur adjoint de la Sonangol (1991-1999) puis son dirigeant (1999-2012). Le président Lourenço n'a jamais oublié le soutien moral et financier de Vicente lorsqu'il a été écarté de son poste de secrétaire général du MPLA en 2003. Il avait été en effet relégué au poste de vice-président de l'Assemblée nationale jusqu'en 2014, année où il est devenu ministre de la Défense après le pardon de Dos Santos. Depuis 2017, Manuel Vicente vit entre Dubaï et Luanda et aide actuellement le président João Lourenço dans la traque des fonds d'Isabel Dos Santos ainsi que sur la politique pétrolière et économique du pays. Il joue, à ce titre, un rôle de conseiller officieux. Dans sa relation avec le président, Manuel Vicente peut aussi compter sur sa proximité avec la première dame, l'ancienne ministre de la Planification, Ana Dias Lourenço (1999-2012).

Avec Miala et Vicente, Lourenço a su réutiliser à son profit deux cadres essentiels du pouvoir de Dos Santos considérés comme indispensables dans les aspects sécuritaires et pétroliers.

Conclusion

Le premier mandat de Lourenço a permis au président de façonner des équipes à sa main, d'écarter celles de son prédécesseur et de largement technocratiser la grande partie des fonctions essentielles au fonctionnement du régime, que ce soit au sein de son cabinet, au gouvernement ou encore au parti. Vingt ans après la fin de la guerre civile (1975-2002), le pouvoir angolais normalise sa façon de gouverner et tente de limiter les contre-pouvoirs représentés parfois par les luttes de clans au sein du MPLA. Toutefois, après l'espoir des élections de 2017, la désaffection des urnes lors de l'élection d'août 2022 démontre un profond désenchantement de la plus grande partie de la population vis-à-vis de la politique, y compris celle ayant toujours soutenue le MPLA contre l'UNITA. L'arrivée de cadres plus jeunes et de femmes a néanmoins permis au MPLA de faire monter une nouvelle génération en espérant retrouver ainsi une certaine popularité grâce à une représentativité plus fidèle de la société. Cependant, la concentration des pouvoirs dans très peu de mains et la situation économique préoccupante avec une décroissance quasi continue depuis 2017, ont considérablement nui à la popularité du gouvernement. Considérablement érodé, le capital sympathie de la population pour

Lourenço avait cristallisé les espoirs après 38 ans de José Eduardo dos Santos. En dehors de la lutte très « sélective » contre les anciens leaders de la période Dos Santos, les Angolais n'ont pas tous, loin s'en faut, perçu que le bilan économique des cinq dernières années avait été satisfaisant. Leur quotidien est devenu plus difficile et la démocratisation de la société ne s'est pas davantage traduit dans le quotidien.

Ce second mandat ne débute pas sous les meilleurs auspices. Des solutions significatives devront être apportées dans un domaine particulier : la diversification économique pour créer des emplois et ne plus dépendre uniquement des rentes pétrolières, qui subissent depuis 2014 des fluctuations de prix considérables dans un contexte de baisse des volumes produits.

***Benjamin Augé** est chercheur associé à l'Ifri depuis juin 2010. Docteur en géographie de l'Institut Français de géopolitique (Université Paris 8), il est par ailleurs chef d'enquête pour Africa Intelligence. Il enseigne la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique ainsi que les relations entre l'Afrique et le Golfe au sein des Executive Master d'HEC et de Sciences Po Paris. Il est également intervenant à l'Académie diplomatique des Pays-Bas (Clingendael).*

Comment citer cette publication :

Benjamin Augé, « Bilan du premier mandat de João Lourenço : vers un monopole du pouvoir pour 2022-2027 ? », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, février 2023.

ISBN : 979-10-373-0670-8

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2023

Couverture : © Photocosmos1/Shutterstock



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

lfri.org

